

Pierre Blanc

## Chypre

### Du déclamatoire à l'opérateur ?

Le conflit entre Russes et Ossètes d'une part et Géorgiens d'autre part a quelque chose à voir avec ce qui s'est passé en 1974 à Chypre. L'impérialisme russe, soutien à l'irréductibilisme instrumentalisé des Ossètes, a eu raison des velléités nationalistes du président géorgien, M. Saakachvili. Cette situation rappelle celle de 1974 qui avait vu la Turquie intervenir « en soutien » aux Chypriotes turcs contre les ultra-nationalistes chypriotes grecs - soutenus par la Grèce des colonels - qui avaient fomenté un coup d'État contre le président Makarios. Depuis 1974, en excipant de la protection des Chypriotes turcs, Ankara peut ainsi contrôler un territoire insulaire qu'elle a longtemps perçu comme une menace à proximité de ses ports.

Dans la République turque de Chypre Nord (la RTCN), auto-proclamée indépendante en 1983, vivent presque exclusivement des Chypriotes turcs et de plus en plus de Turcs venus d'Anatolie. Quoique non reconnue, sauf par la Turquie, cette république exerce quand même sa tutelle sur 37 % du territoire insulaire. Au Sud, est établie la communauté grecque de l'île qui vit sous la souveraineté de la République de Chypre, seule entité politique reconnue sur la scène internationale. Depuis la division de l'île en 1974, on assiste à un développement totalement séparé des deux territoires, et la gestion de l'eau, déjà compliquée sur une île méditerranéenne, ne fait pas exception à cette réalité. Ainsi la crise hydraulique, qui s'est fortement

accrue cet été, est désormais une illustration remarquable de l'impasse politique qui frappe l'île.

Toutefois, l'arrivée au pouvoir des courants « chypriotes » au Sud et au Nord, qui constitue un élément inédit dans l'histoire de l'île, pourrait être un catalyseur de la réunification. Mais les réalités politiques et territoriales obligent les dirigeants chypriotes à dépasser les positions de principes dans les négociations qui s'ouvrent\*.

## La crise de l'eau : consécration du chacun pour soi

Au cours de cet été 2008, la République de Chypre, qui *de facto* – et *non de jure* – ne représente que le Sud de l'île, a vu ses réserves d'eau diminuer de façon inquiétante, malgré une ambitieuse politique hydraulique dont on a ainsi pu mesurer les limites. Traduction de cette politique, le *Southern Conveyor Project*, qui est un réseau de canalisations et de barrages, permet de réduire les disparités entre l'ouest de l'île, bien doté en ressources hydriques et moins habité, et la zone plus orientale. L'eau récoltée dans le massif du Troodos est ainsi amenée vers l'est pour approvisionner les grands centres urbains que sont Larnaca, Limassol et Nicosie mais aussi pour compléter l'irrigation (14 000 hectares sont ainsi irrigués grâce à l'ouvrage) dont une grande part se fait à partir des nappes côtières.

Cependant ces aménagements n'ont pas empêché la pénurie d'eau de se confirmer cet été. Les villes de Paphos et les marinas touristiques sises à l'est de l'île ont fait face à une pénurie très inquiétante. Ainsi la capitale, Nicosie, a été réquisitionnée pour fournir une partie de son eau à ces lieux de concentration humaine. Mais le plus spectaculaire a été la mise en place par la République de Chypre d'un système d'approvisionnement en eau depuis la Grèce, qui vient écorner l'indépendance hydraulique de la république, soubassement important de sa souveraineté économique et donc politique. Désormais, des tankers convoient l'eau achetée à la *Pireaus Water Company* – EYDAP – et se délestent au large de Limassol qui est reliée à cette base *off-shore* par une canalisation. Cette fourniture, qui devrait permettre d'acheminer 8 millions de m<sup>3</sup> en six mois, correspond au pic de consommation lui-même lié à la saison touristique.

L'approvisionnement du Sud de l'île par la Grèce ne doit pas faire oublier la mise en place d'un système équivalent dans le Nord de l'île. Pour pallier les problèmes en eau potable, dont l'acuité est de plus en

plus évidente au fil des années, la Turquie, qui fait de la RTCN sa sentinelle en Méditerranée orientale, s'est en effet engagée depuis le mois de janvier 1997 à lui livrer de l'eau, destinée dans un premier temps à la consommation humaine. Dans ce système mis en place et inauguré en juillet 1998 par le président turc, Suleyman Demirel, l'eau est pompée dans la rivière *Soguksu*, qui se trouve dans la région d'Antalya en Turquie, avant d'être transportée avec des ballons de 20 000 m<sup>3</sup> tirés par des bateaux. Après avoir été transportée, cette eau est d'abord stockée dans le village de *Kumköy*, situé sur la baie de Morfou (*Guzelyurt*), puis acheminée par une canalisation vers les centres urbains de Nicosie et Famagouste. Si l'importation d'environ 7 millions de m<sup>3</sup> d'eau par an a surtout pour visée la satisfaction des besoins humains en eau potable, elle comporte aussi indirectement un intérêt pour l'agriculture. En effet, avec ce système, les eaux des nappes souterraines – notamment celles de Morfou (*Guzelyurt*) et de Kyrenia (*Girne*) – ne seront plus pompées pour approvisionner les villes. Ainsi, en étant moins sollicitées, ces nappes aquifères abriteront des eaux plus abondantes et moins concentrées en sel. Une telle amélioration des réserves hydriques, sur les plans quantitatif et qualitatif, ne peut qu'aider le secteur agricole qui si important pour le Nord.

Mais la RTCN devrait aller plus loin puisque l'idée d'une canalisation sous-marine a été réactivée par le gouvernement AKP d'Ankara. Déjà, en juillet 1998, lors d'une visite à Chypre-Nord, le président turc Demirel avait annoncé la construction, avant 2003, d'un pipeline qui devait acheminer l'eau entre les côtes anatoliennes et chypriotes. Malheureusement pour le Nord de l'île, ce discours n'avait pas été suivi d'effets. Cependant, ce projet de canalisation souterraine vient d'être relancé et il devrait être commencé en 2009 pour être achevé en trois ans. Si des événements ne viennent pas encore en retarder la construction, cet ouvrage courant sur 78 kilomètres à une profondeur de 250 mètres, transportera 75 millions de m<sup>3</sup> d'eau par an, répartie entre consommation domestique et urbaine d'une part (1/5), et irrigation d'autre part. Cette canalisation souterraine devrait partir de la province de Mersin dans le Sud de la Turquie et relier Chypre à hauteur du port de Kyrenia, autrement appelé Gyrene par les Turcs. Si l'ouvrage est réalisé, les quantités livrées seront largement suffisantes pour assurer l'irrigation de toute la plaine fertile de la Mésaorie et permettre aussi le développement de l'activité touristique, qui constitue une priorité pour les autorités chypriotes turques, dans l'hypothèse d'une levée de l'embargo contre la RTCN.

Au-delà des intérêts économiques qu'ils représentent, ces projets hydrauliques pourraient avoir également des visées politiques. En effet, lors de la cérémonie d'inauguration du « système ballons », le 25 juillet 1998, Rauf Denktash, alors président de la RTCN, avait déjà proposé aux Chypriotes grecs de profiter des approvisionnements en eau par la Turquie<sup>1</sup>. Même si sa proposition de participation n'avait pas été alors assortie de conditions pour ces derniers, il est fort probable que le président chypriote turc envisageait de s'en servir comme d'un nouveau moyen de pression dans les négociations avec la communauté grecque, en vue de réaliser son projet géopolitique : la reconnaissance de la République turque de Chypre-Nord. Car si les Chypriotes turcs font face à des difficultés d'ordre hydraulique, le Sud n'est guère mieux loti comme on l'a vu, en dépit du château d'eau qu'est le Troodos. Ainsi après un règlement global du problème chypriote, la canalisation turque pourrait être utile un jour aux Chypriotes grecs qui font face plus que jamais à des difficultés d'approvisionnement en eau.

Jusqu'alors, chaque entité avait choisi une politique hydraulique en phase avec ses priorités géopolitiques. Très longtemps tournée vers la Turquie, la RTCN a fini par s'approvisionner en Anatolie. De son côté, la République de Chypre très attachée à son indépendance a fait de l'auto-approvisionnement en eau la clef de son développement, avant de découvrir les limites de ce système et de se voir dans l'obligation de se fournir en Grèce.

L'approfondissement de la crise de l'eau met donc particulièrement en exergue l'urgence d'une solution politique au conflit. Dans le cas d'un règlement, certains problèmes pourraient trouver leur solution. On éviterait ainsi des concurrences sauvages dans l'allocation des ressources hydriques<sup>2</sup>. Mais surtout, on pourrait imaginer une gestion concertée. Dans un rapport, Boutros Boutros-Ghali, alors secrétaire général de l'ONU, insistait déjà, en 1992, sur le fait que dans le cadre d'un règlement « les ressources en eau seraient développées et administrées au niveau fédéral pour le bénéfice commun des deux États fédérés<sup>3</sup>. » Des économies d'échelle faciliteraient les investissements tandis qu'une bonne complémentarité hydraulique entre le Troodos au Sud, et les nappes au Nord pourrait être recherchée. En cas de besoin, le Sud de l'île pourrait même profiter des eaux de la Turquie. Mais tout ceci suppose bien évidemment un accord politique, qui peut être envisagé avec l'arrivée au pouvoir de courants chypriotistes aussi bien au Nord qu'au Sud de l'île, et ce de façon inédite depuis 1974.

## Les Chypriotistes au pouvoir

Au Sud de l'île, les élections présidentielles du mois de février 2008 ont vu pour la première fois un candidat du parti communiste AKEL<sup>4</sup>, Dimitris Cristofias, se présenter et, qui plus est, gagner au second tour avec 53,36 % des suffrages. Lors de ce scrutin, la question de la division de l'île s'est invitée dans les débats, comme du reste à chaque fois. Ceci n'est pas nouveau sur une île où la division territoriale est une cause nationale (*ethnitica zitimata*). Les évolutions politiques des deux dernières décennies montrent en effet que la question chypriote est bien au cœur des scrutins, et l'issue des joutes électorales dépend pour beaucoup des positionnements des candidats. Ainsi, le successeur du président Makarios, Spyros Kyprianou, élu en 1978 puis en 1983, avec le soutien de l'AKEL, avait perdu les élections de 1988, le parti communiste ayant décidé de ne pas reconduire son soutien à un candidat qui avait fait montre d'intransigeance dans les pourparlers onusiens menés entre 1985 et 1986.

Mais la victoire peut être liée aussi à des positionnements plus circonstanciels. Cette tendance à l'utilisation de la question chypriote à des fins électorales a été manifeste lors des élections présidentielles de 1993 : alors qu'il avait accueilli assez favorablement en 1992 les propositions onusiennes de règlement (*set of ideas*), le président d'alors, Glafcos Clérides, n'avait pas hésité à exprimer des réserves au moment des élections de 1993, particulièrement entre les deux tours, pour attirer les suffrages des électeurs du DIKO (parti démocratique) et de l'EDEK (parti socialiste), connus pour être intransigeants sur la question chypriote. Son rival direct, le président sortant, George Vassiliou soutenu par l'AKEL, ayant adopté une position conciliatrice dès l'annonce du plan, le « salut » politique de Glafcos Clérides passait donc par un durcissement, au moins momentané, de son discours sur la question nationale.

Cette instrumentalisation de la question chypriote a été également évidente en 1998. Alors que les sondages d'opinion révélaient l'intérêt de l'opinion pour la livraison par la Russie des missiles défensifs S-300 à la République de Chypre, acte qui soulevait l'ire d'Ankara, les candidats avaient rivalisé de discours va-t-en guerre, malgré les menaces turques de bombardement de l'île en cas d'installation. Cette utilisation de la question chypriote à des fins électoralistes inspirait d'ailleurs à ce moment la réflexion amère et pessimiste d'un éditeur :  
« Malheureusement, cette génération de politiciens essaiera toujours d'exploiter

*le problème chypriote pour réaliser ses desseins politiques, parce que c'est l'unique question qu'elle connaisse<sup>5</sup>. »*

Les élections de 2008 n'ont donc pas fait exception à la règle, la question nationale ayant été un surdéterminant de l'issue du scrutin : le président sortant Tassos Papadopoulos, très intransigeant sur le conflit, a été sanctionné manifestement pour ne pas avoir fait avancer le règlement de la question chypriote, tandis que ses deux rivaux en lice au second tour, issus de deux formations plus ouvertes sur la question, le DISY (Rassemblement démocratique) et l'AKEL, ont fait montre d'une intention d'avancer sur le sujet. En fait, c'est moins l'élimination au premier tour de Tassos Papadopoulos qui est significative, que le fait qu'il n'ait pas été soutenu par l'AKEL. Car la formation de l'ancien président, le DIKO, est devenue assez minoritaire dans le paysage politique chypriote et sa victoire ne pouvait se faire qu'avec le soutien d'un grand parti, en l'occurrence l'AKEL, qui ne présentait jamais de candidat aux présidentielles et qui avait soutenu Tassos Papadopoulos en 2003.

L'AKEL, dont le secrétaire-général vient de gagner les élections présidentielles, est de loin le plus ancien parti de l'île puisqu'il a été créé en 1939. Dépositaire du marxisme-léninisme, il était resté très aligné sur Moscou à l'heure de la confrontation Est-Ouest. Des années soixante aux années quatre-vingt, Moscou avait d'ailleurs utilisé l'AKEL pour tenter de réaliser ses intentions stratégiques sur l'île, à savoir de prévenir son « otanisation ».

Dès sa création, ses options en matière de politique économique et sociale ont fait d'AKEL un parti très influent chez les ouvriers employés dans les mines de cuivre et d'amiante ou dans les ports. Mais alors que la tertiarisation de l'économie est très avancée, le maintien d'une position forte - il représente entre 30 et 35 % de l'électorat - voire même sa progression actuelle, prouve qu'il reçoit un écho favorable dans toutes les couches de la société chypriote. Le discours assez peu doctrinal de la formation, dirigée depuis 1988 par Dimitris Christofias, explique peut-être son ancrage dans beaucoup de milieux, y compris dans le patronat. Mais surtout, son influence dans la société est assurée par un certain nombre d'associations ou de syndicats qui lui sont proches : la Fédération panchypriote des travailleurs (*Pankypria Ergatiki Omospondia*, PEO) est de loin la plus grande fédération syndicale de l'île, avec quelque 75 000 adhérents. Dans le milieu agricole l'AKEL est également présent avec l'Union des paysans chypriotes (*Enosis Kyprion Agoton*, EKA) qui rivalise avec un syndicat classé plus à droite, l'Union panchypriote des agriculteurs (PEK). Outre son rôle dans le monde

syndical, l'AKEL assure une présence dans les jeunes générations avec l'Organisation progressiste de la jeunesse (*Anorthotiki Organosis Neolaias*, AON). Enfin, il dispose de tout un réseau de coopératives, mais aussi d'entreprises, par exemple la grande firme *The people's Coffee*, dans lesquelles il peut proposer des postes à ses membres. L'AKEL est donc un véritable « parti réseau ».

Au-delà de tout ce tissu associatif, syndical et coopératif qui lui assure un ancrage important dans la société chypriote grecque, il semble que la stratégie politique d'AKEL lui vaille d'avoir une certaine légitimité dans la population au-delà de ses sympathisants. Du fait du caractère prioritaire de la question nationale, il a décidé dès 1964 de renvoyer à plus tard la lutte des classes, pour se consacrer à la réunification des deux communautés. Ainsi, à chaque élection présidentielle, à l'exception de celle de 2008, il a justifié son soutien à des candidats non issus de ses rangs car ceux-ci étaient censés représenter la meilleure chance d'avancer sur la question chypriote : comme il avait loyalement soutenu Mgr Makarios avant sa mort, ce parti a apporté son soutien aux présidents Spyros Kyprianou (entre 1977 et 1983) puis à George Vassiliou (en 1988) et enfin à Tassos Papadopoulos, au moins en 2003. Cette attitude assez peu partisane est à l'évidence un facteur de légitimité, même si d'aucuns interprètent cette loyauté comme procédant du souhait de participer à l'exécutif pour s'arroger des postes publics.

Eu égard à sa tradition internationaliste et laïque, ce parti est très sensible à la division de l'île, et, au-delà de celle-ci, à la séparation des deux communautés selon des critères ethno-religieux. Dès 1966, c'est-à-dire deux années après la sécession, l'AKEL s'est engagé dans un mouvement de rapprochement intercommunautaire, notamment en s'appuyant sur d'anciens membres chypriotes turcs du PEO poussés par les séparatistes chypriotes turcs du TMT (*Türk Mukavemet Teskilati*, organisation de défense turque) à quitter ce syndicat deux ans avant l'indépendance. Avec la création en 1970 du parti républicain turc (CHP), dirigé par Ahmet Berberoglu, ce travail de rapprochement a été facilité et a survécu aux changements de leaders des deux formations. Quand il était secrétaire général d'AKEL, Dimitris Christofias, collaborait étroitement avec le leader du CHP, Mehmet Ali Talat, avant que celui-ci soit élu, lui aussi, président de Chypre-Nord en 2005.

Au-delà du fait qu'elle permettra de résoudre le problème des réfugiés et de dépasser l'inquiétude liée à la présence de l'armée turque, la fédération bizonale et démilitarisée (c'est en ces termes que les propositions onusiennes qualifient la construction politique envisagée) est

vue par l'AKEL comme un moyen de réunir un même peuple insulaire et de donner à la République de Chypre sa pleine souveraineté. Même si pour ce parti les propositions de l'ONU ne sont pas idéales, elles méritent un intérêt car, moyennant certains amendements, elles sont la seule alternative à l'impasse.

Ce credo est assez proche de celui du DISY, quoique pour l'AKEL l'approche semble procéder de considérations plus idéologiques. En cela, il n'est pas étonnant que ces deux partis, que tout semble éloigner sur un plan idéologique -l'un est de droite, l'autre de gauche-, se soient rejoints de temps en temps dans des alliances circonstanciées. Cependant au second tour de la présidentielle de 2008, l'AKEL s'est retrouvé contre le candidat soutenu par le DISY, le député européen Ioanis Kassoulides. Et alors que ces deux formations faisaient campagne sur la reprise des négociations avec les Turcs chypriotes, c'est la question sociale qui a semble-t-il donné la victoire au premier, car avec l'adhésion de la République de Chypre à l'Union européenne, des ajustements économiques ont été mal vécus par une partie de la population chypriote grecque qui a jeté son dévolu sur Dimitri Christofias.

Si la victoire de l'AKEL permet d'envisager des avancées sur la question chypriote, ce sentiment est renforcé par l'installation au pouvoir au Nord de l'île depuis 2005 d'une formation politique elle aussi favorable à la réunification de l'île. Le Parti républicain turc (*Cumhuriyetçi Türk Partisi*, CTP), fondé en 1970, est le plus ancien des partis chypriotes turcs. Créé par Ahmet Berberoglu, il émane en fait de l'ancien parti communiste chypriote turc banni des enclaves dès 1964. L'anticommunisme farouche de Rauf Denktash et celui des autorités turques s'accommodaient difficilement d'un discours prônant le rapprochement avec Moscou. Son orientation marxiste, bien moins affirmée aujourd'hui, lui a permis d'avoir une réelle audience à Chypre-Nord où les ouvriers sont très nombreux. Mais son assise n'est pas réduite aux cols bleus. Pour assurer son implantation, il s'est lié, de façon organique ou informelle, à certaines formations syndicales : KTEOS (enseignement), TürkSen (employés, ouvriers), KTAMS (fonction publique), Dev-is (syndicat « généraliste »).

Sur la question chypriote, les positions affichées par le parti sont clairement fédéralistes. Tout comme il avait soutenu le *set of ideas* de Boutros-Ghali, il a appuyé le plan Annan présenté en 2002, puis amendé à plusieurs reprises avant d'être proposé au référendum en 2004. Son combat politique pour la réunification a sans doute une origine à la fois historique et philosophique : certains, parmi les plus anciens de ses

membres, ont adhéré au Parti progressiste des travailleurs (AKEL) ou à la Fédération des travailleurs chypriotes (PEO) dont la structure bicommunautaire était une originalité. D'autre part, l'idéal internationaliste du parti républicain turc limite l'emprise du discours nationaliste sur ses militants. Au-delà de l'idée de réunification, ce parti très attaché à la défense de la chypriote a toujours été très critique à l'égard de l'ingérence d'Ankara dans la vie politique de l'île. En clamant le 22 décembre 1997 que « la Turquie n'est pas ma mère patrie », Mehmet Ali Talat, devenu président, avait montré sinon son rejet, du moins sa réserve à l'égard de la Turquie et de son immixtion dans les affaires de la RTCN, au-delà de sa présence militaire massive.

L'arrivée de ces formations politiques au pouvoir au Nord et au Sud suffit-elle pour autant à assurer la réussite d'une réunification ? Il va sans dire que l'issue du nouveau processus de négociation qui s'ouvre aujourd'hui suppose que les négociateurs puissent passer du déclamatoire, en l'occurrence il apparaît aujourd'hui encourageant, à l'opérateur.

## De l'éthique de conviction à l'éthique de responsabilité

Avoir été élue sur l'idée d'une relance du dialogue avec les Chypriotes turcs ne signifie pas que la partie chypriote grecque abandonnera facilement ce qu'elle considère comme des droits imprescriptibles dans les négociations. Le raisonnement s'applique d'ailleurs également à la partie chypriote turque.

La première se perçoit en effet comme soutenue par le droit international, ce qui est une réalité, même si celui-ci, en rappelant les principes d'un règlement, n'empêche pas la recherche de compromis. Aussi, le retour des réfugiés de 1974 et de leurs descendants, qui sont de véritables aiguillons dans l'électorat, est-il vu comme un aspect indépassable. De même, le départ des troupes turques qui étaient intervenues en 1974 au titre du Traité de garantie de 1960, mais qui restent stationnées en grand nombre depuis (elles compteraient entre 30 000 et 35 000 hommes au Nord), s'impose aux Chypriotes grecs comme une évidence morale. Enfin, pour nombre d'entre eux, bâtir un État fédéral avec deux entités aux pouvoirs équivalents n'est pas conforme à la réalité démographique, les Chypriotes grecs représentant 80 % de

la population insulaire. Le référendum sur le plan Annan, organisé en avril 2004 sur fond d'adhésion de l'île à l'Union européenne, a montré les difficultés qu'éprouvaient ces derniers à admettre des compromis réels sur la question de la division de l'île qu'ils vivent comme une blessure imposée et jamais sérieusement prise en compte par la communauté internationale.

En fait, jusqu'ici, c'est plutôt la partie chypriote turque qui faisait échouer les plans de réunification. Pendant trois décennies, la présence au pouvoir au Nord de l'ultra-nationaliste turc chypriote, Rauf Denktash, empêchait toute avancée vers la *fédéralisation* de l'île, l'identité chypriote n'ayant selon lui aucune existence réelle à la différence de la *turcité* au Nord et de l'hellénisme au Sud qui justifient une double souveraineté. Dans ces conditions d'opposition systématique du leadership chypriote turc aux plans de réunification, la volonté réelle des dirigeants chypriotes grecs et de la population n'avait pas pu être vraiment évaluée, même si on devinait une propension de certains partis au compromis, au moins tant qu'on en restait au déclamatoire. Car en 2004, la plupart des formations s'étaient exprimées contre le plan Annan dans le cadre du référendum organisé pour l'entériner. Même l'AKEL, pourtant traditionnellement porté au compromis, avait mené campagne contre le processus de paix proposé par Kofi Annan. Il semble que ce parti ait alors voulu éviter une scission, une partie de son électorat rejetant farouchement ce processus.

Pourtant il comportait un certain nombre d'avantages apparents pour les Chypriotes grecs. Il prévoyait des rétrocessions territoriales, notamment la région de Morphou, fameuse pour ses terres agricoles, mais aussi la ville abandonnée de Varosha, près de Famagouste, ainsi que d'autres pans de territoires à proximité de Nicosie. De même prévoyait-il le retour de quelque 100 000 réfugiés. Enfin, il permettait d'envisager le retrait très progressif de l'armée turque qui pouvait maintenir un contingent de 650 hommes sur l'île jusqu'en 2018, date de la fin du processus de désengagement.

Il est vrai que ce plan prévoyait aussi, dans le cadre de la construction de la nouvelle « République Unie de Chypre », une dévolution au niveau de l'État central d'un tiers des postes ministériels aux Chypriotes turcs, ce qui pouvait donner l'impression d'une surreprésentation pour une communauté qui représente à peine un cinquième de la population (et encore en comptant les colons venus de Turquie qui sont au moins équivalents en nombre aux Chypriotes turcs). Mais si cet élément a été contesté lors du débat référendaire, il faut reconnaître que les trois

autres points, apparemment assez avantageux pour les Chypriotes grecs par rapport à ce qui avait pu être proposé jusqu'alors, ont également donné lieu à moult critiques, certains leaders de la communauté grecque de l'île n'ayant pas de mal à aller dans le sens de ce qui apparaît moral : le retour intégral des réfugiés, le départ total de l'armée turque et le recouvrement des territoires perdus.

Le résultat sans appel du référendum dans la partie chypriote grecque de l'île a montré qu'il y a loin entre l'attachement déclaré à un règlement de la question et la réalité des compromis que ses habitants sont prêts à faire : 76 % des Chypriotes grecs ont voté contre le projet de règlement. Eu égard à ce rejet massif en 2004, il semble donc qu'il soit quand même un peu délicat de parler de revirement en profondeur au Sud de l'île en 2008, comme certains commentateurs ont pu le pointer en analysant la victoire de l'AKEL à l'élection présidentielle du mois de février. L'envie de ne pas fermer la porte, qui a été exprimée lors de ce scrutin, ne signifie pas que la maison chypriote grecque soit prête à accueillir les Chypriotes turcs dans une réelle fédération bizonale, telle qu'elle avait été envisagée dans le cadre du plan Annan.

Au-delà des positions de principes exprimées sur la présence turque, la question territoriale, le retour des réfugiés et l'organisation politique de la fédération, des éléments plus enfouis semblent également prévaloir dans l'opinion chypriote grecque, en tout cas dans certains secteurs de cette opinion. Il y a en particulier une peur économique clairement perceptible. Le Sud de l'île a connu un boom économique après les événements de 1974. Basé sur le développement des infrastructures et sur l'extension des services (banques, tourisme, navigation, assurances, etc.), permise par une position géographique remarquable, cet essor économique a enrichi une population plus riche que celle de la Grèce avec laquelle le rêve d'*enosis* avait été abandonné, mais surtout plus prospère que les Chypriotes turcs. Dans ces conditions, la réunification avec le Nord fait peur, car il s'agirait « d'absorber » une population représentant le cinquième de celle de l'île, et qui en plus pourrait concurrencer les emplois au Sud, en particulier dans le secteur du tourisme. En effet, les côtes au Nord ont un potentiel de développement évident et, dans l'hypothèse où l'embargo qui frappe la RTCN serait levé, les investissements qui y seraient faits pourraient concurrencer les marinas du Sud.

L'issue de la question chypriote dépendra de la capacité qu'auront les Chypriotes grecs, en particulier ceux qui sont actuellement au pouvoir, et qui, rappelons-le, appartiennent à un courant réputé ouvert, de

passer du souhaitable (*souhaitable*) au réalisable (*feasible*), deux catégories qu'avait bien nommées le premier président, Mgr Makarios.

Bien entendu, cette issue dépendra aussi de l'attitude des Chypriotes turcs. Comme au Sud, la présence d'un courant chypriotiste constitue une évidente opportunité en ce sens. Mais au-delà du pouvoir en place qui reste quand même fragile, puisqu'il associe le Parti républicain turc, ouvert sur la question, et le parti démocrate, bien plus intransigent, une donnée semble favorable : il s'agit de la population elle-même qui a clairement exprimé son attachement à un règlement du conflit lors du référendum d'avril 2004 où 65 % des Chypriotes turcs ont voté en faveur du plan Annan, les électeurs ayant été notamment encouragés par les formations chypriotistes dont le parti républicain turc de Mehemet Ali Talat qui avait fait une percée lors des législatives de 2003.

Quand on souligne que les colons turcs représentent au moins la moitié de la population au Nord et qu'on sait qu'ils sont souvent logés dans des biens laissés en 1974 par les Chypriotes grecs (et donc que certains parmi eux auraient dû rétrocéder), on ne peut être que surpris par l'issue du vote. En fait, ce référendum intervenait dans le contexte de l'adhésion de l'île à l'Union européenne et les habitants du Nord dont le niveau de vie est très en deçà de celui du Sud (environ le quart) voyaient à l'évidence dans ce plan le viatique vers la prospérité, car le Nord aurait basculé dans l'espace de l'Union européenne, avec tous les soutiens économiques que celle-ci n'aurait pas manqué d'apporter.

Alors que les diplomates s'activent de part et d'autre, la situation insulaire peut donc être ainsi décrite : d'un côté des Chypriotes grecs qui, tout en faisant de la réunification de leur île un sacro-saint principe, ont peur d'un processus qui pourrait les pénaliser économiquement et politiquement ; de l'autre des Chypriotes turcs qui ont beaucoup à gagner économiquement et politiquement, même si parmi eux, certains perdraient leur « propriété » en échange de compensations.

A coup sûr, les chefs des deux camps, en particulier ceux du moment qui partagent un certain « internationalisme », devront-ils passer d'une éthique de conviction à une éthique de responsabilité. Cependant, la réussite éventuelle d'un plan de paix à venir ne dépend pas uniquement des protagonistes insulaires. Il va sans dire que la Turquie est très intimement liée au destin de l'île. Très longtemps, elle s'est appuyée sur Rauf Denktah, président de la RTCN jusqu'en 2005, pour faire valoir ses vues stratégiques en Méditerranée orientale. Pour rompre « l'encerclement hellénique », Rauf Denktash et les sécessionnistes

chypriotes turcs ont d'abord été pour Ankara des courroies de transmission sur l'île, certes indépendante en 1960, mais qui cherchait l'*enosis* avec la Grèce, au moins au début de son existence en tant que république ; puis après l'intervention turque sur l'île en 1974, Rauf Denktash qui auto-proclama la RTCN au Nord en 1983, constitua un allié idoine et indéfectible d'Ankara, son refus d'avancer sur la question pérennisant la présence militaire turque, « justifiée » par l'absence d'avancée et donc de garantie pour les Chypriotes turcs. Pour Ankara, cette présence militaire était vue comme un point de pression contre la Grèce, tout mouvement en mer Egée, par exemple sur le dossier des eaux territoriales, pouvant en effet se traduire par une extension de la mainmise turque au Sud de l'île. Dans ce paradigme stratégique, l'armée, par le rôle qu'elle jouait au sein du conseil de sécurité nationale (le MGK) et par ses relais au ministère des Affaires étrangères, était véritablement en charge de la politique chypriote.

Il serait faux d'affirmer que, dans le contexte de réduction très relative de son influence dans l'espace politique turc, l'armée se désintéresse aujourd'hui de Chypre. Tout au plus pouvons-nous souligner qu'elle ne s'est pas opposée à l'arrivée de Mehmet Ali Talat en tant que président de la RTCN, lui qui avait tancé régulièrement Ankara pour son immixtion dans les affaires de l'île. Or en d'autres temps, elle avait pu montrer sa capacité d'intervention lors des scrutins<sup>6</sup>. Non seulement, elle n'a pas entravé l'arrivée de Mehmet Ali Talat au pouvoir, mais elle ne s'est pas non plus opposée au plan de paix proposé par Kofi Annan bien qu'il eut envisagé un départ, certes très progressif, des troupes turques de l'île. Est-ce à dire que le plan correspond à la nouvelle doctrine chypriote de l'armée turque ? Il y a fort à parier que si tel n'avait pas été le cas, elle ne se serait pas privée de s'opposer au pouvoir civil détenu par les islamistes de l'AKP qui, dans le cadre de leur souhait d'arrimer la Turquie à l'Union européenne, avaient pris fait et cause pour ce plan capable de faciliter le processus de rapprochement entre Ankara et Bruxelles<sup>7</sup>.

Dans le cadre de la reprise des négociations entre leaders chypriotes, la Turquie, autant l'armée que le pouvoir civil, mais aussi la dialectique plus ou moins tendue que ces deux acteurs entretiennent, pourraient jouer encore un rôle évident en influant sur l'issue des pourparlers. De même, la surenchère nationaliste sur la question chypriote, véritable cause nationale (*millî Dâva*) qui a été utilisée moult fois par les pouvoirs en place à Ankara, d'autant plus qu'ils étaient faibles, est un facteur de risque à prendre en compte ; surtout à un moment où le gouvernement

islamiste de l'AKP peut être tenté de jouer le nationalisme turc pour « rassurer » l'armée qui l'observe de près.

Enfin, le dossier de candidature de la Turquie à l'Union européenne pourrait être un élément essentiel de la posture turque, sans oublier les relations entre Athènes et Ankara qui se sont nettement réchauffées depuis 1999 mais qui demeurent assez fragiles ; cependant, depuis bientôt dix ans, la Grèce a montré combien elle avait compris qu'il valait mieux restaurer des relations de confiance avec Ankara et pousser à l'intégration de la Turquie dans l'Union pour prévenir la résurgence du nationalisme turc. De son côté, l'UE, dont est membre la République de Chypre depuis mai 2004 et à laquelle souhaite adhérer la Turquie, a des cartes à jouer en vue d'un règlement. Notamment en essayant d'aider les Chypriotes turcs en proie à un grand marasme économique, qui pourraient, en cas d'immobilisme européen, faire appel aux partis nationalistes chypriotes turcs, en particulier le Parti de l'Unité Nationale (*Ulusal Birlik Partisi*, UBP) qui a longtemps présidé à leurs destinées en s'opposant aux propositions de réunification de l'île. Alors que le gouvernement actuel de coalition fait face à une sourde contestation sociale sur fond de renchérissement du coût de la vie, cette perspective n'est pas à exclure.

L'ancien négociateur américain des accords de Dayton, Richard Holbrooke, qui a été également médiateur dans le conflit chypriote, a pu souligner que celui-ci lui paraissait être le plus compliqué au monde, eu égard à la multiplicité des acteurs. Si ce conflit est toujours aussi complexe, son issue apparaît tout autant improbable : entre hypothèses insulaires et paramètres régionaux, voire internationaux, le destin chypriote semble donc encore loin d'être écrit. ■

## Notes

\* Cet article a été achevé le 5 septembre, c'est-à-dire 2 jours après l'ouverture des négociations entre messieurs Talat et Chrisophias.

1. *Kıbrıs*, version en anglais, juillet 1998.
2. Les Chypriotes grecs retiennent certaines eaux du Troodos qui devraient s'écouler vers le Nord
3. *Report of the Secretary-General on his mission of good offices in Cyprus*. S/24472, 21 août 1992.
4. Anorthothikon Komma Ergazomenou Laou, Parti progressiste des travailleurs.
5. *The Cyprus Mail*, 26 août 1997.
6. En 1992, le rapport sur la structure démographique des communautés chypriotes, appelé aussi rapport Cuco du nom de son rapporteur, effectué à la demande du conseil de l'Europe avait mis en exergue ces pratiques.

7. En fait, d'après Niels Kadritze, l'assentiment de l'armée turque au plan Annan est loin d'être avéré. Selon ce journaliste, les commandants de la marine, de l'armée de l'air et de la gendarmerie préparèrent un putsch pour éviter que les autorités chypriotes turques acceptent le plan Annan qui prévoyait une quasi-disparition du contingent turc sur l'île. Selon ce journaliste, c'est le chef d'état-major lui-même, Hilmi Özkök, qui s'opposa à cette tentative de putsch afin de ménager les chances dans le processus d'adhésion à l'Union européenne. Voir : « A Chypre, un avenir toujours incertain », *Le Monde diplomatique*, septembre 2008.

# Un automne méditerranéen

## Dossier

Introduction	9
<b>Deodato Cambarau</b> Union pour la Méditerranée, rubricube diplomatique ou grand bluff ?	11
<b>Roger Heacock</b> Palestine, 2008, ma zilna hulna : « nous sommes toujours là »	21
<b>Bernard Ravenel</b> Palestine : vers une troisième intifada non-violente?	31
<b>Sylviane de Wangen</b> Union-européenne-Israël : que veut-on ?	37
<b>Jean-Paul Chagnollaud</b> L'Iran et le TNP	45
Entretien avec Akbar Ganji	57
<b>Barah Mikail</b> Syrie : bouleversements accélérés	61
<b>Ghassan El Ezzi</b> Décrispation au Liban : en attendant	69
<b>Christophe Chiclet</b> La Grèce en crise	79
<b>Pierre Blanc</b> Chypre : du déclamatoire à l'opérateur ?	83
<b>Gabrielle Bosta</b> Chypre : dernier rempart européen de l'Union européenne?	99
<b>Christophe Chiclet</b> Kosovo : l'indépendance en pointillé	105
<b>Christophe Chiclet</b> Le conflit Russo-Georgien	111
<b>Jean-François Coustillière</b> Fin 2008 : questions de sécurité en Méditerranée	117

## Histoire

<b>Sébastien Abis</b> L'affaire de Bizerte : une crise géopolitique méconnue	129
---	-----

## Actuel

<b>Sébastien Abis et Pierre Blanc</b> Le retour de la question agricole	149
<b>Uri Avnery</b> La colère, la nostalgie, l'espoir	159

## Culture

<b>Faranguis Habibi</b> Iran : la littérature féminine	167
<b>Sam Mazrah</b> Je me souviens	173
<b>Majed Chehab et Patrick Habis</b> Perdus entre Paris et Beyrouth	181



9 782296 072862

© L'Harmattan, 2008 - ISSN 1148-2666  
ISBN 978-2-296-07286-6

21

# Un automne méditerranéen



N° 67 - AUTOMNE 2008

L'Harmattan

CIHEAM-IAMM  
Centre de Documentation



16504

## Sommaire

### Dossier

Introduction	p. 9
Deodato Cambarau Union pour la Méditerranée, rubicube diplomatique ou grand bluff ?	p. 11
Roger Heacock Palestine, 2008, ma zilna hulna : « nous sommes toujours là »	p. 21
Bernard Ravenel Palestine : vers une troisième intifada non-violente ?	p. 31
Sylviane de Wangen Union-européenne-Israël : que veut-on ?	p. 37
Jean-Paul Chagnollaud L'Iran et le TNP	p. 45
Entretien avec Akbar Ganji	p. 57
Barah Mikail Syrie : bouleversements accélérés	p. 61
Ghassan El Ezzi Décrispation au Liban : en attendant	p. 69
Christophe Chiclet La Grèce en crise	p. 79
Pierre Blanc Chypre : du déclamatoire à l'opérateur ?	p. 83
Gabrielle Bosta Chypre : dernier rempart européen de l'Union européenne ?	p. 99
Christophe Chiclet Kosovo : l'indépendance en pointillé	p. 105

Christophe Chiclet p. 111

Le conflit Russo-Georgien

p. 117

Jean-François Coustillière

Fin 2008 : questions de sécurité en Méditerranée

### Histoire

Sébastien Abis p. 129

L'affaire de Bizerte : une crise géopolitique méconnue

### Actuel

p. 149

Sébastien Abis et Pierre Blanc

Le retour de la question agricole

p. 159

Uri Avnery

La colère, la nostalgie, l'espoir

### Culture

p. 167

Farangis Habibi

Iran : la littérature féminine

p. 173

Sam Mazrah

Je me souviens

p. 181

Majed Chehab et Patrick Habis

Perdus entre Paris et Beyrouth

Notes de lecture p. 192